



Autorisation MINATD N°000221 du 25 Juillet 2008/Lettre MINATD N°0002249/LMINATD/DAP/SDE/STP du 08 Août 2012

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC) porte à la connaissance de la communauté nationale et internationale que son Président National, le Professeur Maurice KAMTO, s'est rendu dans la matinée du 7 novembre 2013 à la Délégation Générale à la Sûreté Nationale à la suite d'une « convocation administrative » qui lui a été servie le même jour.

Y étant, le Délégué Général à la Sûreté Nationale, Monsieur Martin MBARGA NGUELE, entouré de quatre de ses plus proches collaborateurs, a dit tenir à faire « une mise en garde solennelle » à Maurice KAMTO qu'il accuse de porter atteinte à la sécurité publique et d'organiser la sédition par ses propos, ses agissements et son comportement.

Les hauts responsables de la sécurité prétendent notamment qu'en déclarant, lors de sa conférence de presse tenue le mardi 22 octobre 2013 au siège du MRC, à ODZA (Yaoundé), que « le pouvoir est désormais placé devant un choix crucial pour l'avenir politique du pays : engager très rapidement des discussions politiques sérieuses en vue de doter notre nation d'un système électoral crédible, garantissant le respect scrupuleux de l'expression de la volonté populaire ainsi que les engagements internationaux de notre pays, ou procéder à l'achat massif des armes pour affronter le peuple », Maurice KAMTO appelait à une insurrection.

Compte tenu de ce qui précède, et vu la gravité des accusations portées contre son Président National, le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun :

- Dénonce avec la plus grande fermeté toute tentative d'intimidation exercée à l'encontre du Président National du MRC et de ses militants.
- Désapprouve cette convocation qui rappelle les méthodes d'un autre âge et plus particulièrement les heures les plus sombres de la répression politique dans notre pays.
- Réitère sa volonté de créer au Cameroun les conditions d'un changement dans la paix.
- Réaffirme sa détermination à ne plus tolérer les « fraudes sauvages » et la « barbarie électorale » orchestrées par des agents du pouvoir et les responsables du RDPC, en complicité avec des agents d'ELECAM, qui l'ont empêché d'avoir une meilleure représentation nationale à l'issue du double scrutin du 30 septembre 2013.
- Entend développer une vigilance citoyenne pacifique, mais déterminée.
- Appelle, enfin, le peuple camerounais à rester solidaire, uni et mobilisé contre toutes les forces qui veulent faire obstacle au changement dans la paix, et à ne céder à aucune provocation.

Fait à Yaoundé le 10 Novembre 2013

Le 3^{ème} Vice-Président

Me Emmanuel SIMH

